EURACTIV.FR – 13 SETTEMBRE 2010

Michel Barnier : «C'est l'intérêt de la City de se développer sur des bases saines»

Intervista a Michel Barnier di Clémentine Forissier

La stratégie UE 2020, dans laquelle s'inscrit le renforcement du marché intérieur, est ambitieuse. Mais comment va-t-elle être financée?

UE 2020 est une grande stratégie de développement économique, social, humain, qui à l'ambition de tirer les leçons de la crise. Nous ne pouvons pas sortir de cette crise comme nous y sommes entrés. La croissance que nous devons construire, reconstruire ou accélérer pour ne pas être distancés par les autres régions du monde, doit être différente. Elle doit être plus verte, plus protectrice des ressources et des espaces naturels qui ne sont ni gratuits ni inépuisables, plus équitable vis-à-vis notamment des petites entreprises et des citoyens. Elle doit enfin être plus intelligente, c'est-à-dire intégrer une vraie réflexion, que nous avions souhaitée dans l'agenda de Lisbonne pour la recherche, l'innovation, l'éducation. Nous devons enfin garder notre capacité de valeur ajoutée en termes technologiques.

Nous allons y parvenir avec le budget européen, qui reste modeste et va être remis en débat. Il faut également, comme nous l'avons fait dans l'agriculture avec succès et efficacité, mutualiser davantage des politiques nationales. Je pense notamment à celles de la recherche, des transports, du spatial, qui sont jusqu'à présent juxtaposées.

L'idée des eurobonds doit être mise en débat, tout comme la possibilité de développer une capacité d'emprunt sur des grands projets structurants de long terme. J'ai à titre personnel évoqué une autre idée, que je crois juste : celle de créer des livrets d'épargne européens. Les banques ne prêtent pas toujours comme on le souhaiterait, et les Etats n'ont plus beaucoup d'argent. Pourquoi ne pas mobiliser les Européens pour collecter de l'épargne citoyenne, populaire, la garantir et l'orienter vers des sujets comme le financement des PME et l'innovation? Le temps est non seulement venu du courage politique mais aussi d'idées nouvelles.

Pour que toutes ces initiatives nationales soient coordonnées entre elles et que les politiques communautaires fonctionnent, la base, c'est-à-dire le marché unique, doit être solide. Et là ce n'est pas d'argent dont il s'agit. Il faut supprimer des blocages normatifs, juridiques, administratifs et techniques.

Le projet de brevet européen, sur lequel vous avez fait des propositions, rencontre encore aujourd'hui des oppositions de certains Etats membres. Pensez-vous qu'un accord soit possible avant la fin de l'année ?

La présidence belge est extrêmement volontariste sur ce sujet et soutient la proposition que j'ai faite d'un brevet en trois langues, avec la prise en charge pour toutes les entreprises de la traduction dans toutes les autres langues. Sans dire que cette traduction aura une valeur juridique, elle aura une valeur d'information. Je trouve cette proposition raisonnable et j'espère qu'elle pourra avancer. Je ne peux pas préjuger de la décision du Conseil des ministres. Je souhaite que les Etats membres soutiennent cette proposition, parce qu'elle est fondée sur l'expérience de la convention de Munich. Elle va enfin nous donner cet élément de compétitivité qui nous manque. Un brevet en Europe coûte dix fois plus cher qu'un brevet aux Etats-Unis.

Quels sont vos rapports avec la City aujourd'hui?

Ils sont extrêmement constructifs. Je fais très attention, eux aussi. J'ai reçu, il y a quelques jours, le président du London Stock Exchange, Xavier Rolet. J'ai vu le maire de Londres plusieurs

fois, je suis allé à Londres deux fois, la troisième fois la semaine dernière pour travailler sur les normes comptables. Nous sommes très loin de certaines polémiques. J'ai envie que nous renforcions les places financières, que l'industrie financière soit soutenue parce que c'est une très grande industrie, même si elle doit accepter de nouvelles règles et changer un certain nombre d'habitudes.

Le Royaume-Uni fait obstacle à un accord sur la régulation des hedge funds, le vote du texte a été plusieurs fois reporté...

Il n'y a pas eu de report, mais un débat démocratique qui se prolonge. Il faut trouver un accord entre le Conseil des ministres, la Commission et le Parlement. Nous avons eu un trilogue cette semaine qui s'est bien passé. **Jean-Paul Gauzès**, le rapporteur [UMP, PPE, ndlr] du Parlement européen, fait un très bon travail et je pense que nous avons des éléments pour parvenir à un accord. J'ai confiance.

C'est l'intérêt de la City, de l'industrie financière britannique, comme celui de l'industrie financière européenne de se construire et de se développer sur des bases saines.

Selon vous, l'UE sera-t-elle en mesure de se mettre d'accord sur une taxe sur les transactions financières?

On est loin d'avoir un accord entre les pays européens sur l'idée d'une taxe sur les transactions financières. Le débat commence à peine. C'est, selon moi, une idée juste d'avoir une taxe très modeste sur les transactions financières pour relever les grands défis globaux. Il faut que les Européens continuent à en parler entre eux, et qu'ils convainquent ensuite les autres. Cette taxe ne sera vraiment efficace que si elle vise l'ensemble des transactions mondiales.

L'autre idée, de créer un fonds pour que les banques contribuent elles-mêmes à régler leurs propres problèmes en cas de crise, a bien progressé.

Cet entretien a été réalisé vendredi 10 septembre en marge d'une conférence sur le thème "Europe 2020 et la France : au-delà de la crise, préparer l'avenir". Elle était organisée par la représentation de la Commission européenne en France et l'Institut de l'Europe d'HEC, en partenariat avec EurActiv.fr.